



Bulletin trimestriel de conjoncture



Suivi de la conjoncture financière et bancaire
N° 136 – 2nd trimestre 2008

Sommaire

<i>Methodologie</i>	3
<i>1. Synthèse du contexte international et européen</i>	5
<i>2. Les actifs et les passifs financiers en Guyane</i>	5
<i>3. L'enquête auprès des Etablissements de Crédit</i>	9
<i>4. Les actifs financiers de la clientèle non financière</i>	10
<i>Les avoirs des ménages</i>	11
<i>Les disponibilités des entreprises</i>	12
<i>5. Les passifs financiers de la clientèle non financière</i>	13
<i>5.1 Concours consentis par les établissements de crédit locaux</i>	13
<i>L'endettement des ménages</i>	14
<i>L'endettement des entreprises</i>	15
<i>5.2 Concours consentis sur la place par l'ensemble des établissements de crédit</i>	16
<i>6. Risques sectoriels</i>	17
<i>7. Rappel des taux</i>	19
<i>7.1 Taux réglementés</i>	19
<i>7.2 Evolution des principaux taux de marché</i>	19
<i>7.3 Enquête de l'IEDOM sur le coût du crédit aux entreprises</i>	19
<i>7.4 Taux de l'usure</i>	19
<i>8. Monnaie fiduciaire</i>	20
<i>8.1 Emission mensuelle de billets euros</i>	20
<i>8.2 Emission mensuelle de pièces euros</i>	20

Méthodologie

1) Les établissements de crédit locaux et non installés localement

Pour l'IEDOM, deux critères cumulatifs président à l'attribution du statut d'établissement local : la présence d'un guichet sur place et la production de bilans et de comptes de résultat retraçant l'activité locale. Les établissements ne remplissant pas ces deux conditions sont considérés comme non installés localement. Ainsi, par exemple, l'Agence française de développement ou la CASDEN disposent effectivement d'un guichet sur place mais ne fournissent pas de bilan ou de compte de résultat local.

2) L'enquête de conjoncture

L'enquête de conjoncture, effectuée par l'IEDOM auprès des dirigeants des principaux établissements de crédit installés localement, est réalisée trimestriellement (9 établissements sont concernés).

Cette enquête comporte 13 questions. Les questions visent à saisir, sous forme de flèches, les évolutions (passées ou prévues) relatives aux dépôts et aux crédits ainsi que les opinions relatives à la situation de différents indicateurs (produit net bancaire, commissions, charges d'exploitation, provisions, résultat, effectifs et environnement économique). Les réponses sont pondérées en fonction de l'importance de l'activité de l'établissement interrogé (selon la question, la pondération est effectuée par les encours de crédits ou les encours de dépôts). Les chiffres ainsi obtenus donnent une mesure synthétique de l'écart entre la proportion des dirigeants qui estiment qu'il y a eu progression ou qu'une situation est en amélioration et celle des dirigeants jugeant qu'il y a eu fléchissement ou qu'une situation est en dégradation.

3) Les actifs financiers

Les actifs financiers présentés ici ne concernent que les dépôts dans les banques locales. Ils ne recensent donc pas les placements de la clientèle locale auprès de banques métropolitaines.

Les placements liquides ou à court terme regroupent l'ensemble des produits immédiatement disponibles sans risque de perte en capital. Ils se partagent entre les comptes d'épargne à régime spécial (livrets A et bleus, livrets ordinaires, livrets jeunes, livrets d'épargne populaire, Codevi et comptes d'épargne logement) et les produits rémunérés au taux du marché monétaire (dépôts à terme, bons de caisse, certificats de dépôts et OPCVM monétaires).

L'épargne à long terme est constituée par les portefeuilles-titres, les OPCVM non monétaires, les plans d'épargne logement, les plans d'épargne populaire et les autres actifs (assurance vie essentiellement). Les données présentées ici ne sont pas exhaustives. En effet, ces informations n'incluent que partiellement les encours de contrats d'assurance vie souscrits auprès des établissements de crédit et ne comprennent pas les encours collectés directement par les compagnies d'assurance intervenant dans le département.

Les ménages regroupent les particuliers, les entrepreneurs individuels. Les entreprises correspondent aux sociétés non financières et les autres agents rassemblent les sociétés d'assurance et fonds de pension, les administrations publiques locales, les administrations privées, les administrations centrales et les administrations de sécurité sociale.

4) Les passifs financiers

Dans les passifs financiers, sont présentés dans un premier temps les crédits octroyés par les établissements de crédit (EC) locaux puis les crédits accordés par l'ensemble des établissements de crédit (locaux et non installés localement).

Les principaux établissements de crédit non installés localement et intervenant dans les DOM sont la Caisse des dépôts et consignations (CDC), la Banque européenne d'investissement (BEI), Dexia –

Crédit local de France, l'Agence française de développement (AFD), la Casden, Natexis et la Compagnie de financement foncier.

Les encours de crédit des entrepreneurs individuels (EI) sont répartis entre entreprises et ménages selon les types de crédits. Ainsi, les crédits à l'habitat et les comptes ordinaires débiteurs des entrepreneurs individuels sont comptabilisés dans les encours des ménages (avec les données des "particuliers") et les autres catégories de crédit des "EI" sont intégrées aux entreprises (avec la totalité des données des "sociétés non financières").

Pour les entreprises (SNF et EI selon les cas), les crédits d'exploitation regroupent les créances commerciales, les crédits de trésorerie, les comptes ordinaires débiteurs et l'affacturage tandis que les crédits d'investissement comprennent les crédits à l'équipement et le crédit-bail.

Pour les ménages (particuliers et entrepreneurs individuels essentiellement), les crédits à la consommation rassemblent les crédits de trésorerie, les comptes ordinaires débiteurs et le crédit-bail.

Les autres agents regroupent les sociétés d'assurance, les fonds de pension ainsi que les administrations centrales et de sécurité sociale.

5) Service central des risques (SCR)

Le service central des risques (SCR) de la Banque de France recense, à partir d'un seuil déclaratif de 25 000 euros¹ de crédits par guichet bancaire et par entité juridique, les encours de crédits distribués par les établissements de crédit implantés sur le territoire français, en faveur d'entités juridiques dont le siège social se situe dans les DOM. Cette source d'information permet, même si elle n'est pas exhaustive, une analyse sectorielle des encours de crédit.

Pour la présentation de ces données, la répartition sectorielle adoptée était la suivante :

Secteurs	Codes NAF 60 (nomenclature INSEE)
<i>Primaire</i>	<i>01 à 05</i>
<i>Industrie</i>	<i>10 à 37</i>
<i>Eau/Energie</i>	<i>40 à 41</i>
<i>BTP</i>	<i>45</i>
<i>Commerce</i>	<i>50 à 52</i>
<i>Transport</i>	<i>60 à 63</i>
<i>Activités immobilières</i>	<i>70</i>
<i>Services (hors immobilier)</i>	<i>55, 64, 71 à 74 et 90 à 93</i>
<i>Services financiers</i>	<i>65 à 67</i>
<i>Education</i>	<i>80</i>
<i>Santé, action sociale</i>	<i>85</i>
<i>Administrations publiques</i>	<i>75, 91 et 92</i>
<i>Divers</i>	<i>00 et 95 à 99</i>

A partir du 1^{er} trimestre 2008, la répartition sectorielle est déclinée selon la nouvelle nomenclature NAF 2008.

¹ à compter du mois de janvier 2006.

1- Synthèse du contexte international et européen

La conjoncture financière internationale est restée tendue au second trimestre 2008. De grands établissements bancaires ont annoncé de nouvelles dépréciations d'actifs qui ont contraint certains d'entre eux à lancer d'importantes recapitalisations pour maintenir leur solvabilité. La poursuite de la crise financière a poussé les autorités américaines à soutenir des établissements en difficulté, notamment les deux organismes spécialisés dans le refinancement hypothécaire par la définition mi juillet d'un plan de redressement qui autorise notamment le Trésor américain, jusqu'à la fin 2009, à acheter des actions de ces deux sociétés ou à accroître leurs lignes de crédit.

Parallèlement, la Réserve Fédérale américaine (FED) a maintenu à 2 % son principal taux directeur depuis la dernière baisse intervenue le 30 avril 2008, mettant ainsi fin au moins provisoirement à un cycle de baisse initié en septembre 2007. La Banque Centrale Européenne a, de son côté, relevé ses taux directeurs de 25 points de base le 3 juillet 2008 pour lutter contre des pressions inflationnistes inédites depuis plus de quinze ans et des risques accrus sur la stabilité des prix à moyen terme.

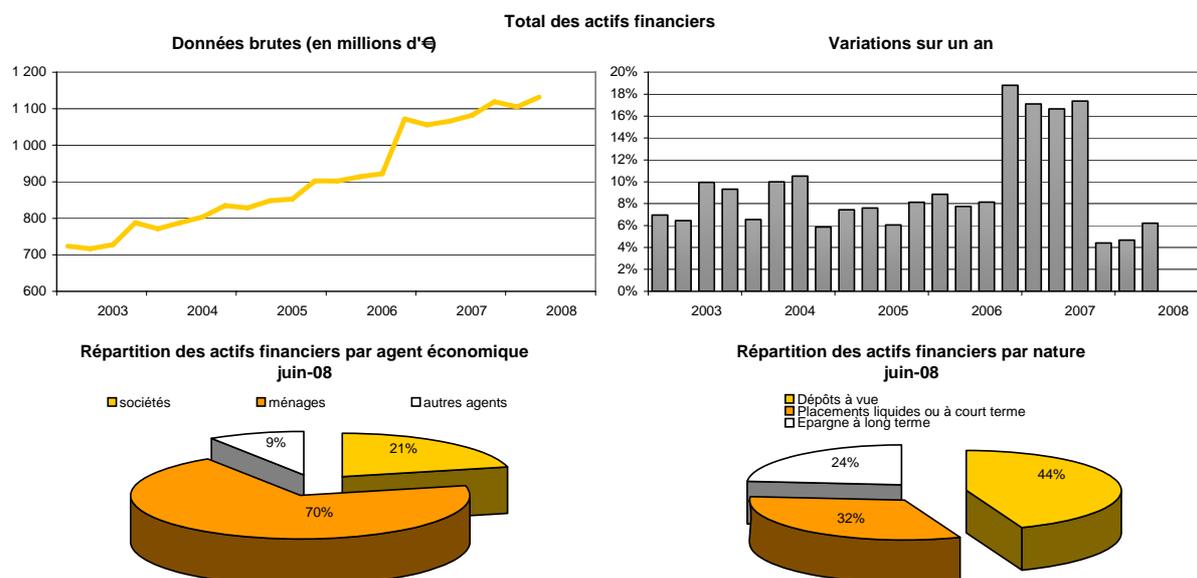
En effet, le cours du pétrole, tiré par la demande des pays émergents, a atteint son plus haut mi juillet à 147 \$ le baril, soit une progression de près de 50 % depuis le début de l'année 2008, et les matières premières alimentaires ont suivi la même tendance. Cette hausse du pétrole s'est intégralement répercutée sur les prix à la consommation en Europe dans la mesure où l'euro a cessé de s'apprécier face au dollar pour se stabiliser autour de 1,58 \$.

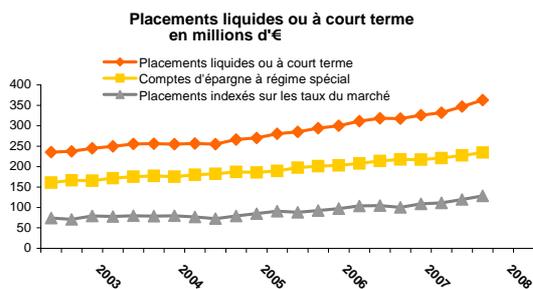
2- Les actifs et les passifs financiers en Guyane

Nota Bene : A compter du 4^{ème} trimestre 2006, la collecte des statistiques concernant l'encours des contrats d'assurance-vie s'est enrichie de données provenant d'un établissement de la place qui n'étaient pas recensées jusqu'à présent. L'analyse des variations est effectuée à périmètre constant.

Les actifs financiers progressent de 6,2 % sur un an ...

Au 30 juin 2008, l'**encours global des actifs financiers** recensés en Guyane s'élève à 1 132,1 millions d'€ et affiche une progression de 6,2 % sur un an, soit un rythme de croissance en retrait par rapport à celui observé au 30 juin 2007 (+ 14,3 % à périmètre constant). Le solde d'opinions des dirigeants des établissements de crédit sur la collecte des dépôts reste stable au 3^{ème} trimestre par rapport au trimestre précédent. Il devrait toutefois repartir de l'avant en fin d'année.





La meilleure performance revient aux **placements liquides ou à court terme** (363,0 millions d'€, soit 32% du total des actifs financiers) dont l'encours a augmenté de 14,3 % sur un an, en hausse par rapport au rythme observé un an plus tôt (+ 8,1 %). Cette évolution est principalement liée à la hausse des **placements indexés sur les taux du marché monétaire** (35 % du total, à + 28,3 %) qui participent à hauteur de 10 points à la croissance

de l'épargne liquide ou à court terme. Dans le détail, cette augmentation est essentiellement due aux OPCVM monétaires (+ 58,8 %, 44 % du total des placements indexés sur les taux du marché monétaire). L'aversion au risque et les hausses successives des taux directeurs de la BCE rendent plus attractifs ces placements. Enfin, les dépôts à terme repassent en terrain positif ce trimestre pour atteindre une croissance de 8,5 % à fin juin 2008.

Sur un an, les **comptes d'épargne à régime spécial** enregistrent une progression de 7,8 % et s'établissent à 234,4 millions d'€ à fin juin 2008. Cette évolution est alimentée par la croissance des livrets A et bleus (+ 8,6 %) et les livrets ordinaires (+ 7,6 %).

L'encours des **dépôts à vue** enregistre une croissance en net ralentissement par rapport à l'année précédente (+ 3,4 % contre + 14,0 %) pour s'établir à 500,8 millions d'€ (soit 44 % des actifs financiers). L'orientation des dépôts à vue des ménages (49 % du total) et des autres agents (21 % du total) reste positive (+ 5,2 % et + 6,2 % respectivement) alors que les dépôts des sociétés stagnent (- 0,3 %).

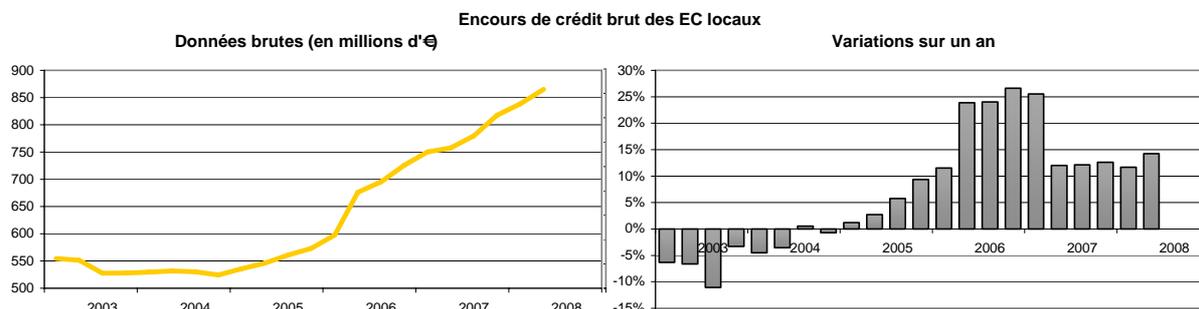
Les **placements à long terme** affichent une progression très modérée de 1,7 % en glissement annuel contre + 1,0 % à fin mars 2008. Il s'établissent à 268,3 millions d'€ au 2nd trimestre 2008. Les ménages pèsent fortement sur l'évolution observée (98 % du total) avec une croissance de 3,1 % en glissement annuel. Cette évolution est particulièrement liée à la progression des contrats d'assurance-vie (+ 10,5 %), les plans d'épargne logement enregistrant une baisse de 4,6 % sur un an.

L'encours de crédit des établissements toutes zones confondues poursuit son mouvement de croissance depuis septembre 2004...

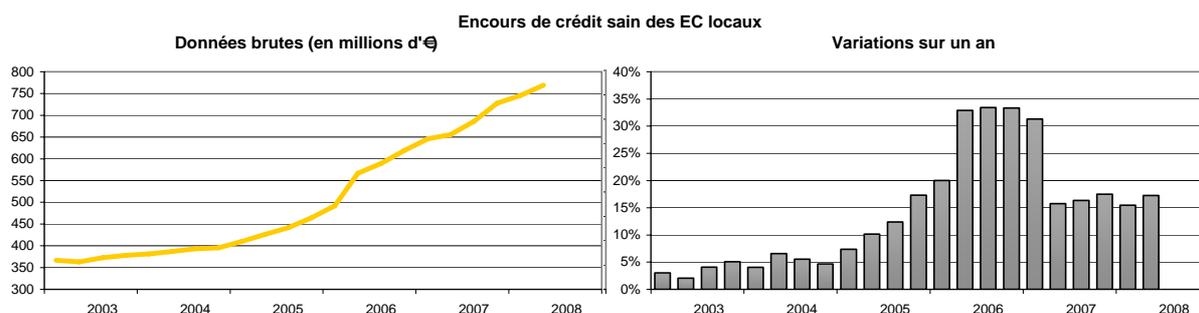
L'encours global des crédits octroyés aux différents agents économiques guyanais par l'ensemble des établissements de crédit (installés ou non localement) s'établit à 1 923,4 millions d'€ au 30 juin 2008, en hausse de 8,0 % sur un an (contre + 5,5 % en juin 2007). L'encours sain global progresse à un rythme équivalent (+ 8,3 % en glissement annuel) pour atteindre 1 800,0 millions d'€. Cette hausse a concerné plus particulièrement les établissements bancaires locaux (+ 17,2 % contre + 11,3 %), et, à un degré moindre, les établissements installés hors du département (+ 2,4 % contre + 6,5 %). Les entreprises, avec un total de 996,6 millions d'€, sont les principales bénéficiaires des concours octroyés (55 % du total). Leur endettement progresse de 12,5 % en glissement annuel (contre + 7,5 %). En revanche, l'endettement en faveur des collectivités locales, principalement sous la forme de crédits à l'équipement (99 % du total) affiche un repli sur un an (- 10,1 %) et atteint 239,9 millions d'€.

Nota Bene : A compter du 2nd trimestre 2006, la collecte des statistiques concernant l'encours des passifs financiers inclut les données provenant du recensement d'une nouvelle société financière de la place (les données des tableaux et des graphiques intègrent ce nouvel établissement).

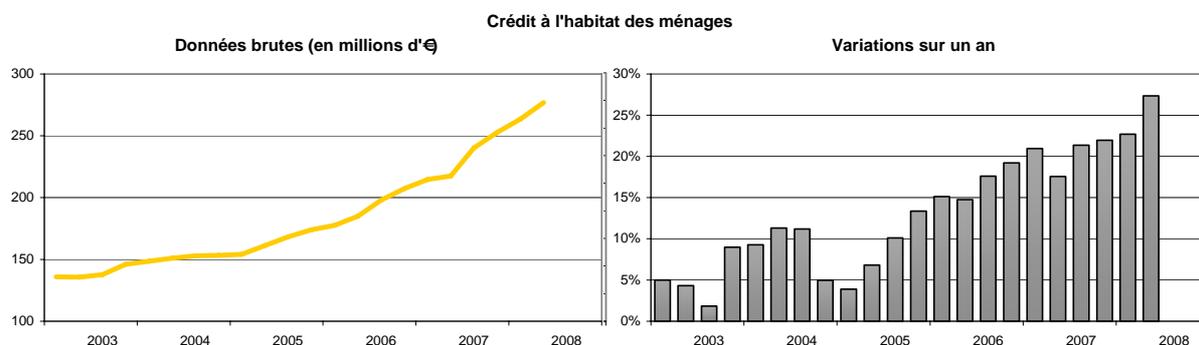
Les établissements de crédit locaux totalisent un encours de 865,3 millions d'€ à la fin du 2nd trimestre 2008...



Au 30 juin 2008, **l'encours global des crédits consentis par les établissements locaux** est en augmentation en glissement annuel de 14,2 % et s'établit à 865,3 millions d'€. Le rythme de croissance des **crédits sains** est resté bien orienté (+ 17,2 % au 30 juin 2008, et + 3,2 % sur le trimestre). Leur part dans l'encours global s'élevant à 43 % (soit + 3 points sur un an). L'encours des créances douteuses brutes en baisse de 5,2 % sur un an, s'est repris de 4,0 % sur le trimestre. Le taux de créances douteuses (11,1 %) décline ainsi de 2,9 points sur un an.



Les ménages sont les principaux débiteurs des établissements de crédit locaux (56 % du total des encours sains). Leur encours total progressent de 16,4 % à 432,1 millions d'€. La croissance des crédits à l'habitat, principale composante de l'endettement des ménages (64 % de l'encours sain), enregistre un nouvel essor (+ 27,3 %, contre + 17,6 % à fin juin 2007). Les crédits à la consommation ne progressent que de 1,0 % sur un an, à 154,5 millions d'€.



L'endettement des entreprises progresse également à un rythme soutenu (+ 19,7 %) et atteint 314,8 millions d'€, soit 41 % du total des concours sains distribués par les établissements de crédit de la place. Ces concours sont constitués à hauteur de 153,4 millions d'€ de crédits d'investissement (88 % de crédits à l'équipement et 12 % de crédit-bail) et pour 90,9 millions d'€ de crédits d'exploitation (dont 38 % de comptes ordinaires débiteurs). Les encours des crédits à l'investissement et des crédits

d'exploitation, restent bien orientés avec des hausses respectives de 13,6 % et 14,7 % sur un an, les crédits immobiliers sont en nette accélération (+ 44,9 %) sur un an.

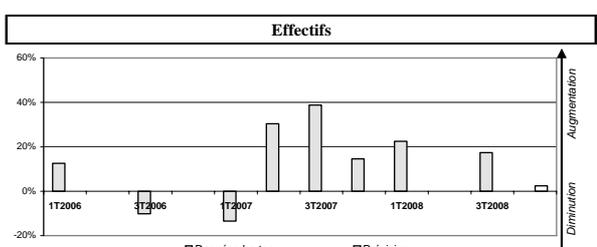
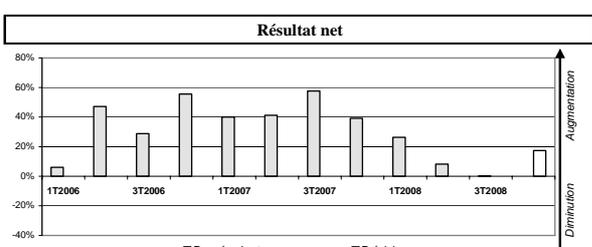
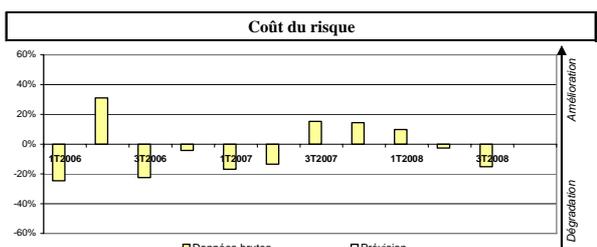
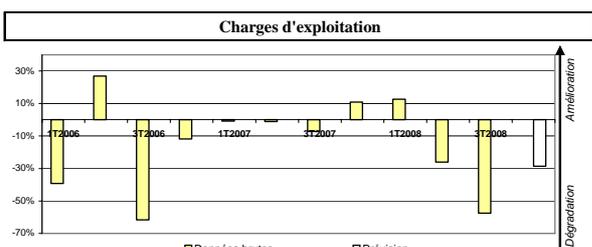
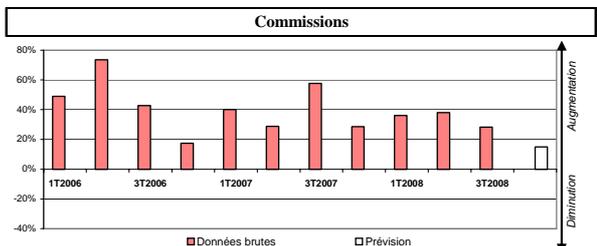
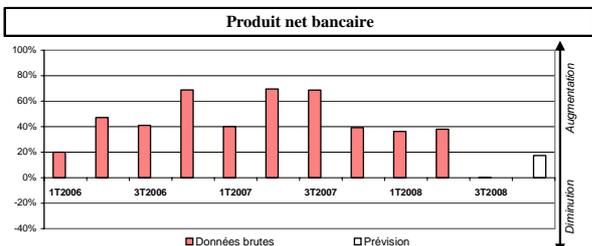
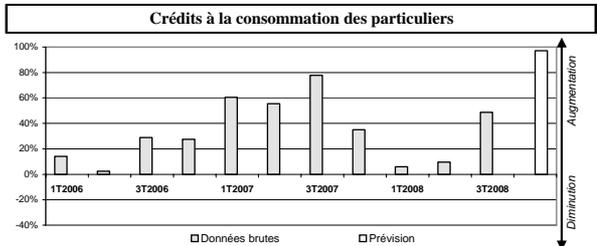
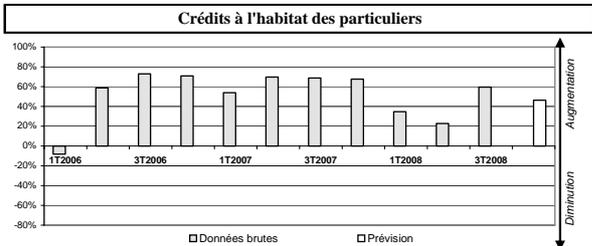
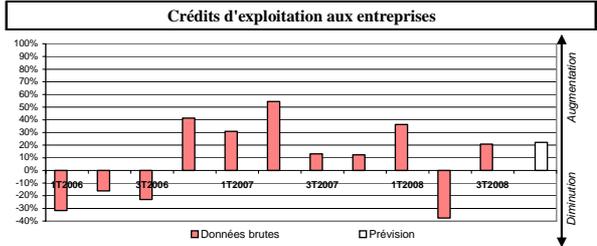
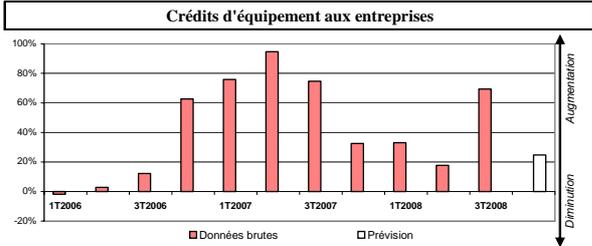
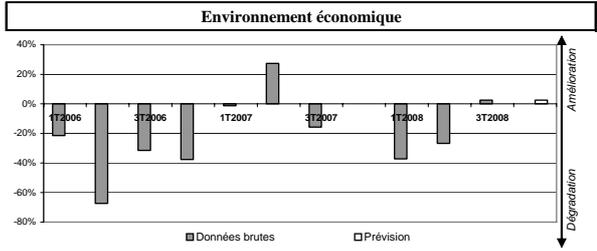
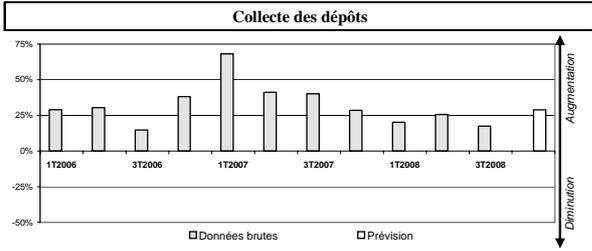
D'après les soldes d'opinions des dirigeants des établissements bancaires sur la production de crédits aux entreprises, les crédits à l'équipement enregistrent un bond au 3^{ème} trimestre qui devrait toutefois s'atténuer en fin d'année.

Le marché des particuliers devrait également rester favorablement orienté en fin d'année avec une bonne tenue du crédit à l'habitat et un rebond du crédit à la consommation.

Les résultats bancaires enregistrent un tassement à partir du second trimestre 2008.

L'opinion des dirigeants des établissements bancaires relative au produit net bancaire diminue au 3^{ème} trimestre 2008, malgré le maintien du commissionnement en terrain positif. Le solde d'opinion sur les charges d'exploitation des établissements bancaires s'est dégradé au second et au troisième trimestre de l'année. Dans ce contexte, et avec un coût du risque en dégradation, les opinions font état d'un résultat net en effritement au 3^{ème} trimestre 2008.

3- L'enquête auprès des Etablissements de Crédit

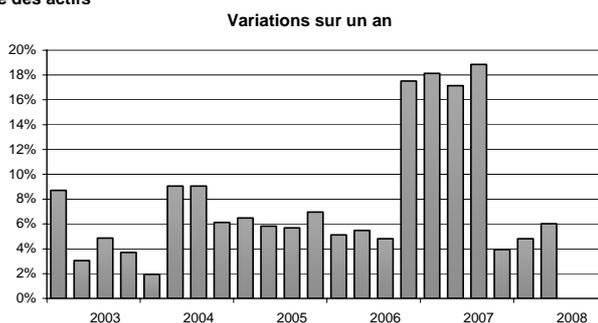
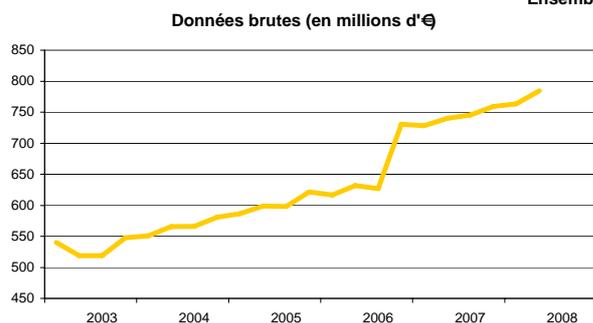


4- Les actifs financiers de la clientèle non financière

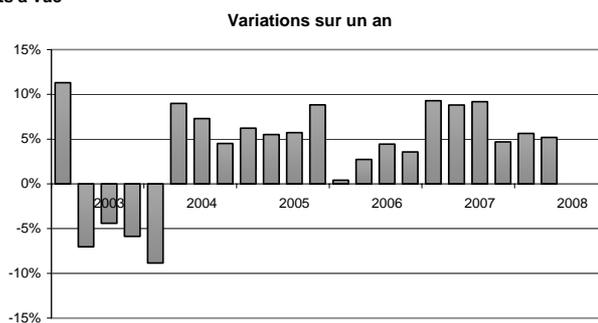
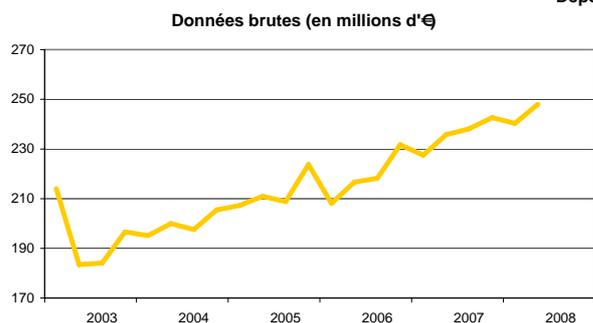
	Montants en millions									Variations	
	juin-03	juin-04	juin-05	juin-06	juin-07	sept-07	déc-07	mars-08	juin-08	1 an	1 trim.
Sociétés	145,6	157,0	179,7	197,4	227,7	229,9	256,2	231,8	242,4	6,5%	4,5%
Dépôts à vue	114,3	115,7	135,2	143,5	172,8	167,7	198,8	165,1	172,3	-0,3%	4,3%
Placements liquides ou à court terme	28,4	34,2	34,8	41,6	46,8	54,0	53,1	62,4	65,3	39,6%	4,5%
Comptes d'épargne à régime spécial	0,2	0,2	0,4	0,4	0,3	0,3	0,4	0,4	0,3	-4,7%	-27,7%
Placements indexés sur les taux de marché	28,1	34,0	34,4	41,2	46,5	53,7	52,7	62,1	65,0	39,9%	4,7%
(dt) comptes à terme	18,4	23,8	20,6	21,8	22,1	22,7	21,7	25,2	26,1	18,3%	3,9%
(dt) OPCVM monétaires	6,1	6,7	13,1	15,7	19,5	27,3	28,3	28,2	31,4	61,4%	11,5%
(dt) certificats de dépôt	3,6	3,3	0,7	3,7	4,9	3,7	2,7	8,7	7,4	51,0%	-14,9%
Epargne à long terme	2,9	7,1	9,7	12,3	8,1	8,1	4,3	4,3	4,8	-40,7%	13,3%
(dt) OPCVM non monétaires	2,5	6,8	9,2	11,8	7,7	7,8	4,0	3,8	4,4	-43,2%	14,1%
Ménages	519,0	519,0	599,0	631,8	740,2	745,2	759,2	763,5	784,8	6,0%	2,8%
Dépôts à vue	183,4	184,1	211,0	216,7	235,8	238,2	242,6	240,3	248,1	5,2%	3,2%
Placements liquides ou à court terme	194,5	194,8	216,4	234,4	250,6	250,2	256,8	263,7	275,1	9,8%	4,3%
Comptes d'épargne à régime spécial	163,0	162,0	182,8	196,1	211,4	210,9	215,1	221,6	227,9	7,8%	2,9%
Livrets ordinaires	39,8	40,6	44,0	49,5	54,5	54,9	55,4	56,4	58,7	7,7%	4,1%
Livrets A et bleus	85,8	83,8	89,9	93,8	101,8	101,2	104,0	107,8	110,4	8,5%	2,4%
Livrets jeunes	0,5	0,7	1,5	4,2	4,4	4,8	4,4	4,4	4,6	4,0%	2,8%
Livrets d'épargne populaire	11,4	11,7	15,1	15,2	15,7	15,4	15,9	16,0	16,4	4,4%	2,0%
LDD	5,5	5,4	7,2	7,6	9,8	10,0	10,6	12,0	12,7	29,9%	5,6%
Comptes d'épargne logement	20,0	19,9	25,1	25,7	25,3	24,7	24,7	25,0	25,2	-0,5%	0,9%
Placements indexés sur les taux de marché	31,5	32,8	33,6	38,4	39,2	39,3	41,7	42,1	47,2	20,4%	12,0%
(dt) Comptes créditeurs à terme	23,7	23,4	23,9	27,5	30,4	28,3	28,3	27,8	31,9	5,1%	14,7%
(dt) Bons de caisse	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,0	0,0	ns	ns
(dt) OPCVM monétaires	7,6	9,2	9,7	10,8	8,7	10,9	13,4	14,3	15,3	74,9%	6,8%
Epargne à long terme	141,0	140,1	171,6	180,7	253,8	256,9	259,8	259,5	261,7	3,1%	0,8%
Plans d'épargne logement	76,8	76,5	89,3	87,1	82,1	80,6	80,2	79,4	78,3	-4,6%	-1,4%
Plans d'épargne populaire	11,3	11,1	10,0	9,2	7,6	7,4	7,2	7,0	6,8	-10,3%	-3,3%
Autres comptes d'épargne	0,2	0,1	0,2	0,3	1,0	0,9	1,2	1,8	1,5	54,3%	-16,1%
Portefeuille-titre	6,1	5,7	8,4	10,9	13,3	12,3	12,0	11,4	11,3	-15,3%	-1,4%
OPCVM non-monétaires	14,4	13,9	17,4	18,3	18,2	19,7	19,9	19,1	18,3	0,7%	-4,4%
Contrats d'assurance-vie	32,4	32,9	46,2	54,9	131,7	136,0	139,2	140,7	145,5	10,5%	3,4%
Autres agents	52,0	51,5	69,4	84,5	98,0	106,9	104,0	110,0	104,9	7,1%	-4,6%
Dépôts à vue	37,5	35,1	53,9	64,8	75,8	84,4	80,0	87,3	80,4	6,2%	-7,8%
Placements liquides ou à court terme	14,2	15,8	15,2	17,9	20,3	21,7	22,1	20,8	22,7	11,6%	9,0%
Comptes d'épargne à régime spécial	3,1	3,2	3,7	4,9	5,7	5,8	5,4	5,4	6,2	ns	ns
Placements indexés sur les taux de marché	11,1	12,6	11,4	12,9	14,6	15,9	16,6	15,4	16,5	12,9%	6,8%
(dt) Comptes créditeurs à terme	7,2	8,8	5,9	7,4	7,2	7,9	6,8	6,2	6,7	-7,5%	8,7%
Epargne à long terme	0,3	0,6	0,3	1,8	1,9	0,8	1,9	1,9	1,8	-5,7%	-5,4%
Total actifs financiers	716,6	727,4	848,0	913,7	1065,8	1082,0	1119,4	1105,3	1132,1	6,2%	2,4%
Dépôts à vue	335,2	334,9	400,1	425,0	484,3	490,3	521,4	492,7	500,8	3,4%	1,6%
Placements liquides ou à court terme	237,1	244,8	266,4	293,9	317,6	325,9	332,0	347,0	363,0	14,3%	4,6%
Comptes d'épargne à régime spécial	166,4	165,4	186,9	201,4	217,4	217,0	220,9	227,4	234,4	7,8%	3,1%
Placements indexés sur les taux de marché	70,7	79,3	79,4	92,5	100,2	108,9	111,1	119,6	128,6	28,3%	7,6%
Epargne à long terme	144,3	147,8	181,6	194,8	263,8	265,8	266,0	265,6	268,3	1,7%	1,0%

Les avoirs des ménages

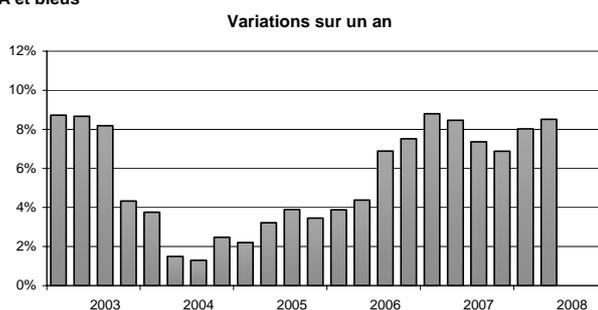
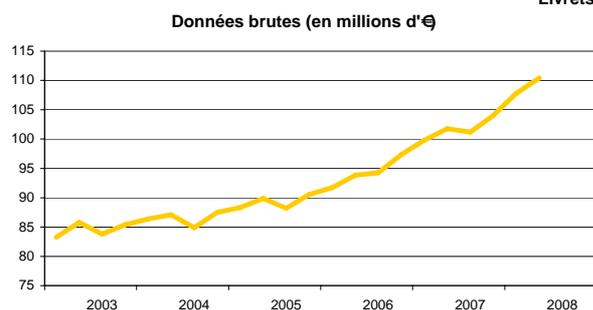
Ensemble des actifs



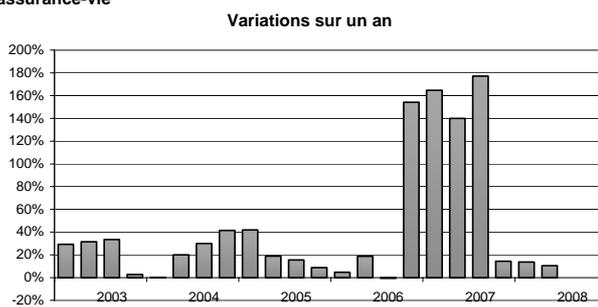
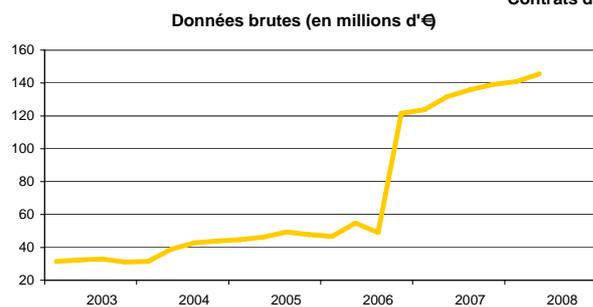
Dépôts à vue



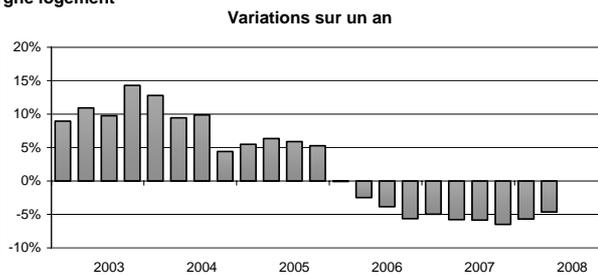
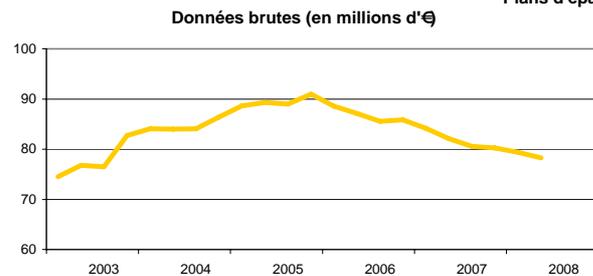
Livrets A et bleus



Contrats d'assurance-vie

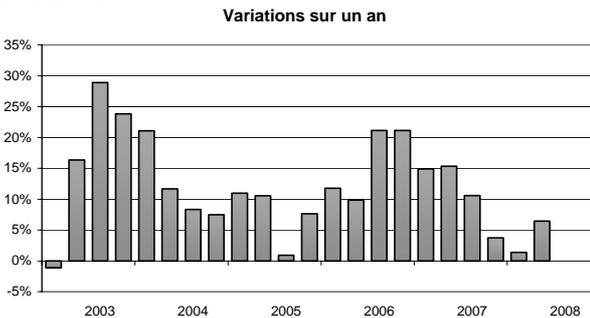
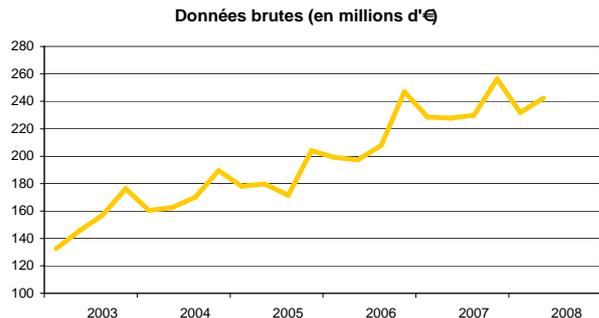


Plans d'épargne logement

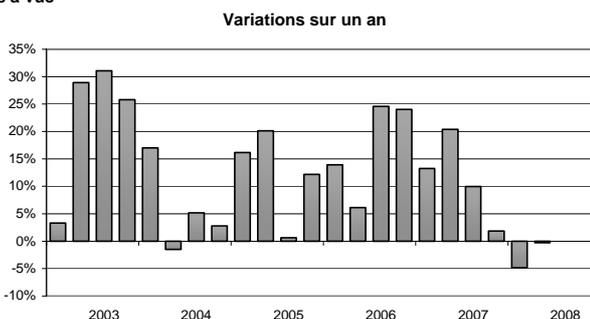
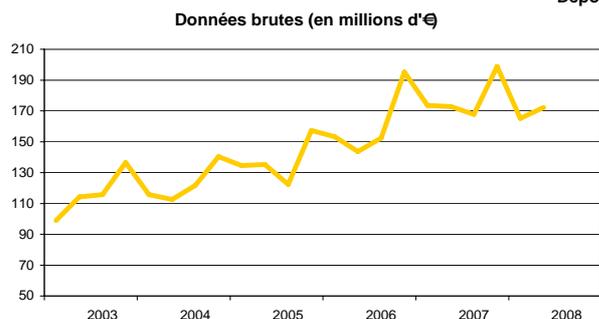


Les disponibilités des entreprises

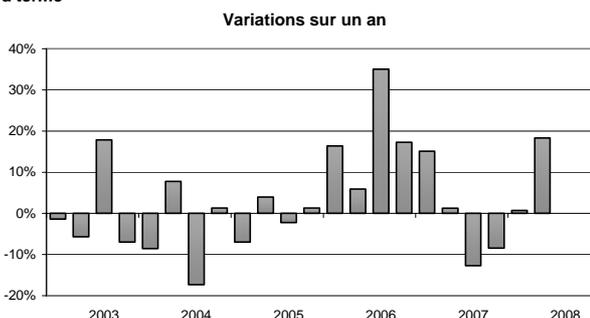
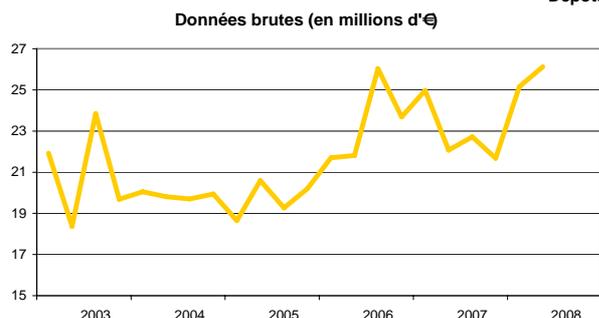
Total des actifs financiers



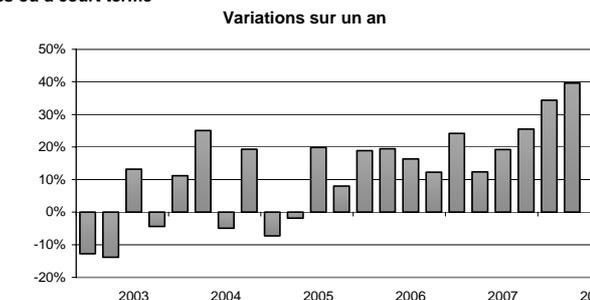
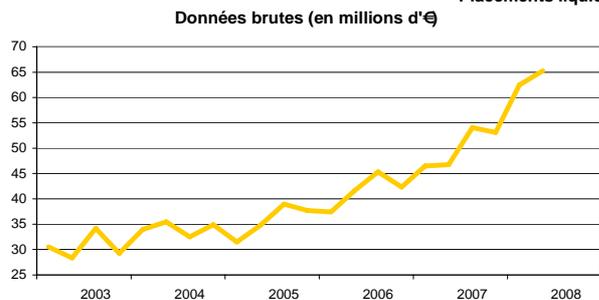
Dépôts à vue



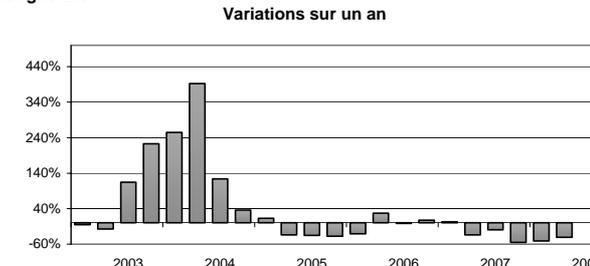
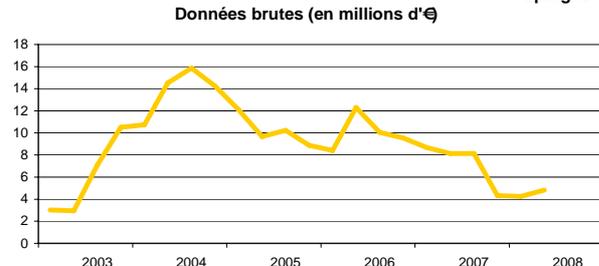
Dépôts à terme



Placements liquides ou à court terme



Épargne à long terme

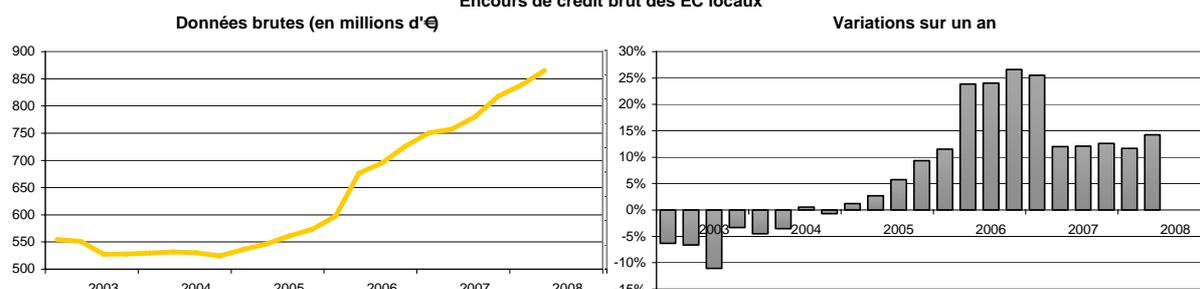


5- Les passifs financiers de la clientèle non financière

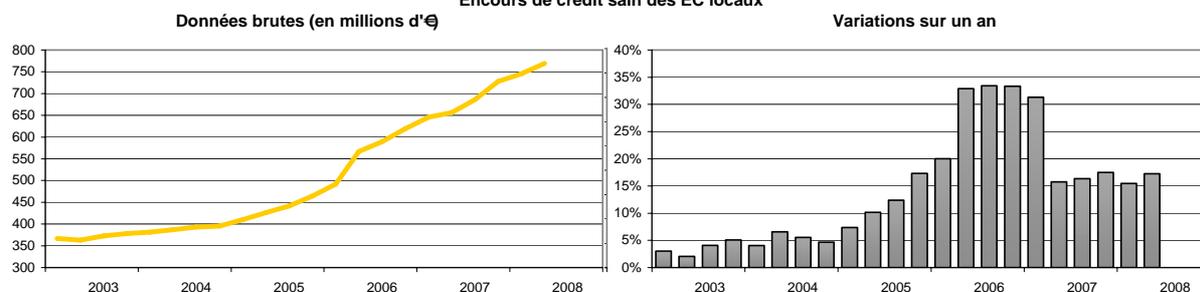
5-1 Les concours consentis par les établissements de crédit locaux

	Montants en millions										Variations	
	juin-03	juin-04	juin-05	juin-06	juin-07	sept-07	déc-07	mars-08	juin-08	1 an	1 trim.	
Entreprises	151,3	156,3	175,3	232,5	263,0	276,6	296,1	307,3	314,8	19,7%	2,4%	
Crédits d'exploitation	40,6	44,5	49,3	71,3	80,1	83,7	87,2	90,2	90,9	13,6%	0,8%	
Créances commerciales	6,8	5,4	5,8	6,2	8,6	6,1	7,2	7,0	7,1	-16,9%	1,7%	
Crédits de trésorerie	13,4	17,1	16,8	33,5	35,3	43,1	46,2	49,1	48,9	38,4%	-0,3%	
dont entrepreneurs individuels	4,6	5,6	6,3	8,6	8,0	10,2	11,2	10,8	10,3	28,1%	-4,8%	
Comptes ordinaires débiteurs	20,4	22,0	26,7	31,6	36,1	34,5	33,7	34,1	34,9	-3,5%	2,2%	
Affacturage	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	ns	ns	
Crédits d'investissement	83,0	84,1	87,0	103,7	133,8	139,8	146,9	152,0	153,4	14,7%	0,9%	
Crédits à l'équipement	78,9	76,9	79,4	85,8	118,4	122,9	129,5	134,5	135,9	14,7%	1,0%	
dont entrepreneurs individuels	15,5	14,3	13,0	11,0	12,0	11,5	11,1	11,4	11,6	-3,1%	1,5%	
Crédit-bail	4,1	7,2	7,6	17,9	15,4	16,8	17,3	17,5	17,5	14,0%	0,4%	
Crédits à l'habitat	12,9	17,5	25,3	35,9	46,8	50,9	59,3	61,9	67,8	44,9%	9,6%	
Autres crédits	14,8	10,2	13,8	21,7	2,3	2,2	2,8	3,2	2,6	13,1%	-17,1%	
Ménages	200,9	222,5	241,9	317,3	371,2	388,7	407,3	417,3	432,1	16,4%	3,6%	
Crédits à la consommation	65,1	71,3	80,6	132,2	152,9	145,6	150,6	153,1	154,5	1,0%	0,9%	
Crédits de trésorerie	60,3	66,6	74,4	121,2	138,1	131,6	135,9	138,1	139,5	1,0%	1,0%	
Comptes ordinaires débiteurs	4,2	4,0	5,1	6,0	6,3	7,5	6,8	6,9	6,8	7,9%	-1,3%	
Crédit-bail	0,6	0,7	1,2	4,9	8,5	6,5	7,9	8,1	8,2	-3,7%	1,7%	
Crédits à l'habitat	135,6	150,9	161,2	185,0	217,5	240,3	252,8	263,5	276,9	27,3%	5,1%	
Autres crédits	0,2	0,2	0,1	0,1	0,8	2,8	3,9	0,7	0,7	-7,6%	-3,3%	
Collectivités locales	4,1	2,5	0,6	0,5	3,8	3,7	4,3	4,7	5,2	36,9%	10,8%	
Crédits d'exploitation	0,4	0,2	0,1	0,1	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	ns	ns	
Crédits de trésorerie	0,3	0,1	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	ns	ns	
Comptes ordinaires débiteurs	0,1	0,1	0,1	0,1	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	ns	ns	
Crédits d'investissement	3,6	2,2	0,4	0,3	3,7	3,6	4,3	4,6	5,2	41,1%	10,9%	
Crédits à l'équipement	3,6	2,2	0,4	0,3	3,7	3,6	4,3	4,6	5,2	41,1%	10,9%	
Crédit-bail	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	ns	ns	
Crédits à l'habitat	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	ns	ns	
Autres crédits	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,0	0,0	0,0	ns	ns	
Autres agents et CCB non ventilés	7,0	5,9	8,6	16,4	18,0	16,8	19,7	16,2	17,0	-5,7%	4,5%	
Total concours sain	363,3	387,2	426,4	566,7	655,9	685,8	727,4	745,4	769,0	17,2%	3,2%	
Créances douteuses brutes	188,1	144,6	119,6	109,7	101,6	94,0	90,1	92,6	96,3	-5,2%	4,0%	
Créances douteuses nettes	37,3	29,4	19,6	15,9	13,6	16,3	13,7	15,8	18,8	37,9%	18,6%	
dont entreprises	29,6	25,9	17,1	11,6	8,3	11,0	8,7	10,2	11,0	32,1%	8,1%	
dont ménages	6,2	3,5	2,4	3,8	5,2	5,4	5,0	5,5	7,6	46,9%	38,0%	
Provisions	150,8	115,1	100,0	93,7	88,0	77,7	76,4	76,8	77,5	-11,9%	1,0%	
Total concours brut	551,4	531,8	546,1	676,4	757,6	779,7	817,5	838,1	865,3	14,2%	3,3%	
Taux de créances douteuses	33,9%	28,0%	23,6%	17,7%	14,0%	13,4%	12,1%	11,0%	11,1%	-2,9	0,0	
Taux de provisionnement	79,8%	79,3%	82,2%	85,7%	87,0%	86,6%	82,7%	84,8%	82,9%	-4,1	-1,9	

Encours de crédit brut des EC locaux

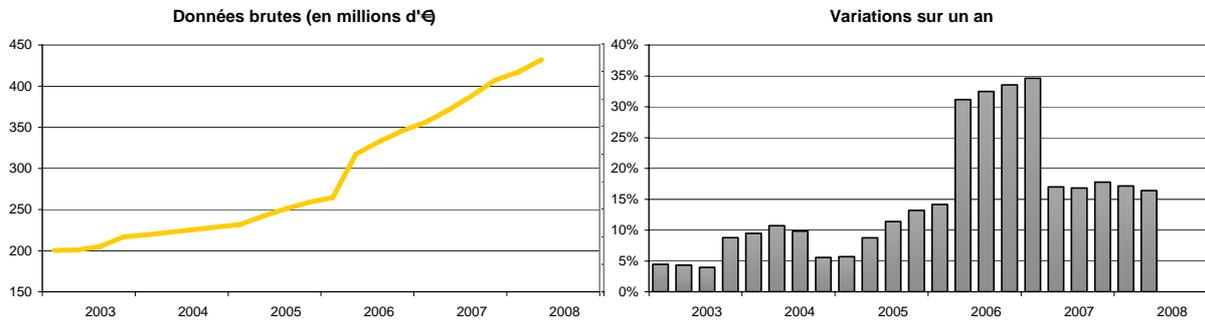


Encours de crédit sain des EC locaux

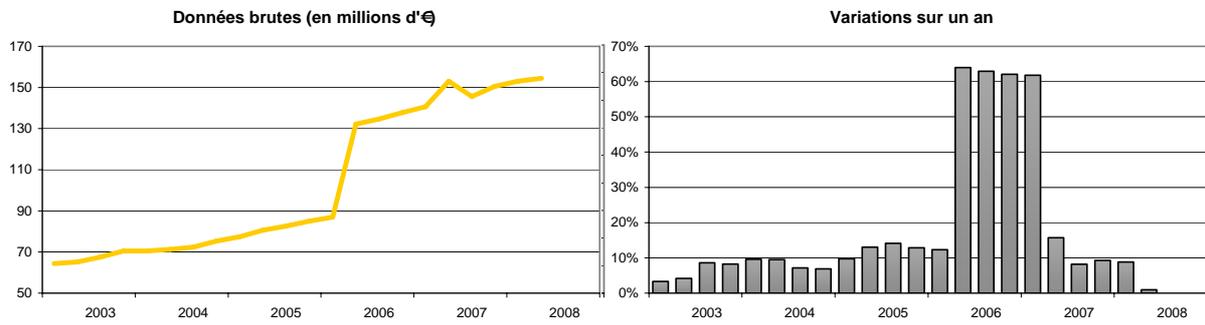


L'endettement des ménages

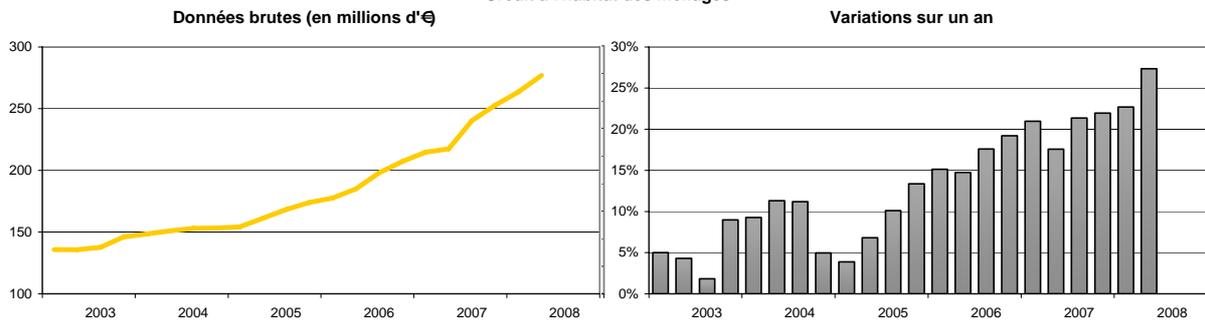
Encours de crédit sain



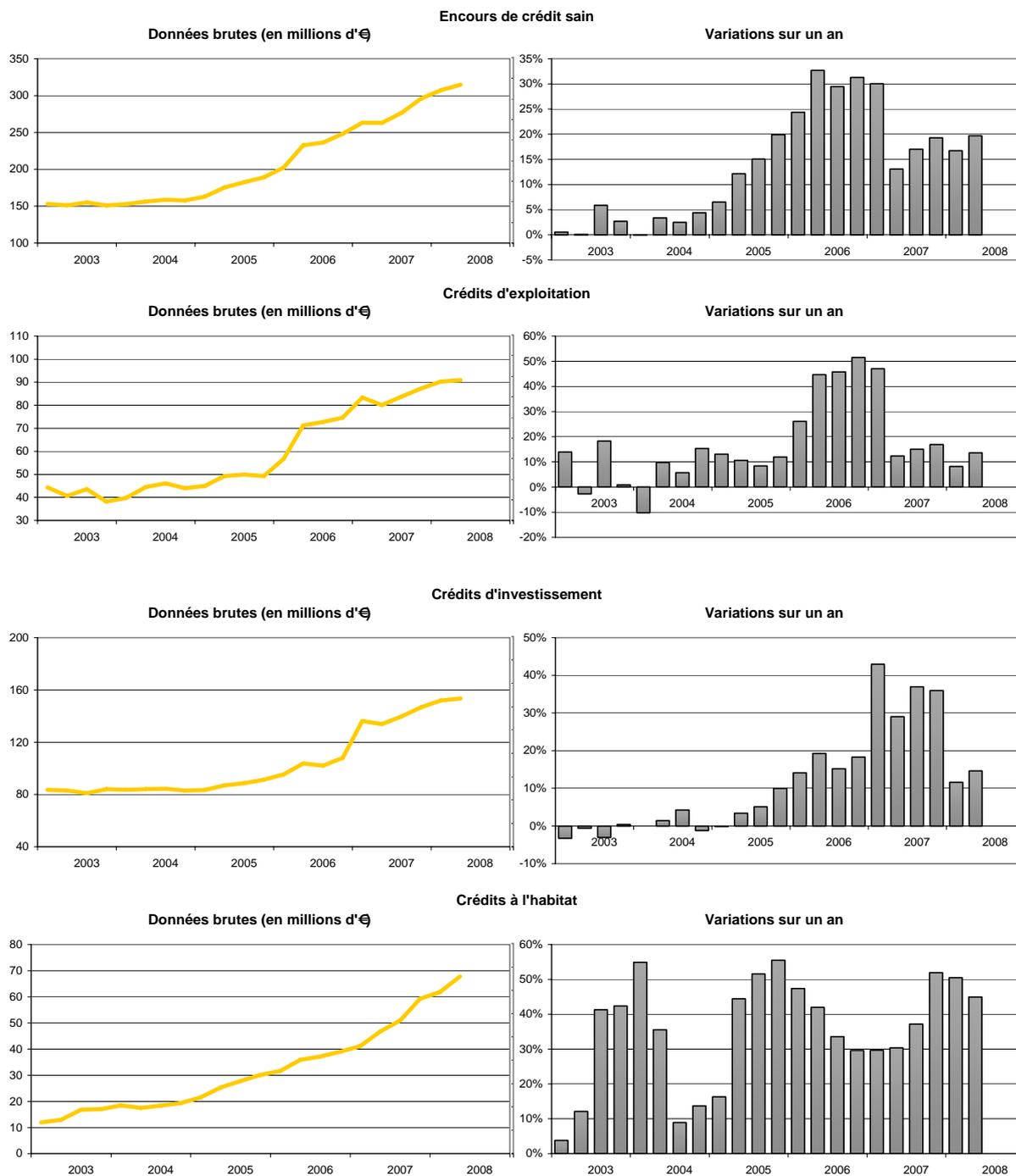
Crédit à la consommation



Crédit à l'habitat des ménages



L'endettement des entreprises

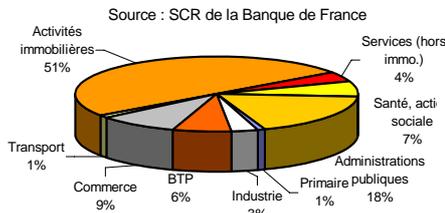


5-2 Les concours consentis sur la place par l'ensemble des établissements de crédit

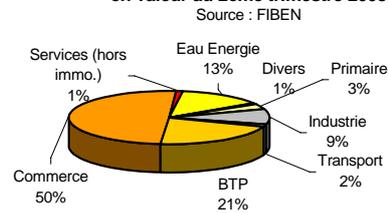
	Montants en millions									Variations	
	juin-03	juin-04	juin-05	juin-06	juin-07	sept-07	déc-07	mars-08	juin-08	1 an	1 trim.
Entreprises	605,9	611,7	648,6	823,9	885,9	913,9	938,1	964,4	996,6	12,5%	3,3%
Crédits d'exploitation	40,6	45,5	49,3	83,0	84,7	90,4	91,7	100,2	105,3	24,4%	5,1%
Créances commerciales	6,8	5,4	5,8	12,6	9,9	10,4	9,2	8,4	15,4	55,0%	83,6%
Crédits de trésorerie	13,4	18,0	16,8	37,9	37,1	43,8	46,9	53,6	52,6	41,6%	-1,9%
dont entrepreneurs individuels	4,6	5,6	6,3	8,6	8,1	10,3	11,2	11,1	10,6	30,7%	-4,7%
Comptes ordinaires débiteurs	20,4	22,0	26,7	32,5	37,6	36,3	35,6	37,6	36,7	-2,3%	-2,3%
Affacturage	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,6	0,6	ns	ns
Crédits d'investissement	87,8	84,6	87,5	164,0	244,5	260,6	268,5	275,4	293,3	20,0%	6,5%
Crédits à l'équipement	83,7	77,4	79,9	117,0	182,0	195,8	202,9	209,6	226,6	24,5%	8,1%
dont entrepreneurs individuels	15,5	14,3	13,0	20,2	22,6	23,0	22,5	24,2	22,4	-0,9%	-7,5%
Crédit-bail	4,1	7,2	7,6	47,0	62,5	64,9	65,6	65,8	66,8	6,7%	1,4%
Crédits à l'habitat	459,9	469,1	496,2	550,9	553,2	559,5	574,1	584,5	594,5	7,5%	1,7%
Autres crédits	17,5	12,5	15,7	26,0	3,5	3,4	3,8	4,2	3,5	1,2%	-16,0%
Ménages	268,9	291,3	303,3	402,3	450,7	472,4	495,1	507,5	524,8	16,4%	3,4%
Crédits à la consommation	76,3	82,8	92,6	148,5	168,7	163,1	169,0	171,7	173,1	2,6%	0,8%
Crédits de trésorerie	71,4	78,0	86,4	137,4	153,9	149,1	154,2	156,7	158,1	2,7%	0,9%
Comptes ordinaires débiteurs	4,2	4,0	5,1	6,1	6,3	7,6	6,9	6,9	6,8	8,3%	-1,5%
Crédit-bail	0,6	0,7	1,2	5,0	8,5	6,5	7,9	8,1	8,2	-3,7%	1,7%
Crédits à l'habitat	192,4	208,3	210,6	253,7	281,2	306,5	322,3	335,1	350,9	24,8%	4,7%
Autres crédits	0,2	0,2	0,1	0,1	0,8	2,8	3,9	0,8	0,7	-7,3%	-3,5%
Collectivités locales	170,7	161,7	183,6	239,2	266,9	261,9	258,0	246,9	239,9	-10,1%	-2,9%
Crédits d'exploitation	0,4	0,2	0,1	0,2	0,3	0,1	0,5	0,5	0,5	ns	ns
Crédits de trésorerie	0,3	0,1	0,0	0,1	0,2	0,1	0,5	0,5	0,5	ns	ns
Comptes ordinaires débiteurs	0,1	0,1	0,1	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	-75,7%	-25,0%
Crédits d'investissement	139,6	136,5	156,6	205,4	263,2	258,7	255,1	244,1	239,0	-9,2%	-2,1%
Crédits à l'équipement	139,6	136,5	156,6	205,3	263,0	258,5	254,7	243,6	238,5	-9,3%	-2,1%
Crédit-bail	0,0	0,0	0,0	0,1	0,2	0,2	0,5	0,5	0,6	145,5%	26,0%
Crédits à l'habitat	22,3	18,7	22,5	31,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	ns	ns
Autres crédits	8,5	6,3	4,4	2,5	3,5	3,1	2,3	2,3	0,3	-91,1%	-86,8%
Autres agents et CCB non ventilés	31,1	44,1	61,6	69,5	59,9	57,8	58,8	50,6	39,4	-34,2%	-22,1%
Total encours sain	1076,6	1108,8	1197,1	1534,9	1662,8	1705,0	1749,5	1768,3	1800,0	8,3%	1,8%
Créances douteuses brutes	206,3	162,6	136,6	152,2	117,3	115,6	106,9	115,6	123,3	5,1%	6,7%
Créances douteuses nettes	55,5	47,5	36,6	60,7	29,3	37,9	30,5	38,8	45,8	56,2%	18,2%
dont entreprises	37,8	34,5	26,5	42,3	18,5	22,7	20,3	27,8	31,8	72,0%	14,1%
dont ménages	15,9	12,7	9,5	9,2	10,0	10,2	9,5	9,8	11,8	ns	ns
Provisions	150,8	115,1	100,0	91,5	88,0	77,7	76,4	76,8	77,5	-11,9%	1,0%
Total encours brut	1282,9	1271,4	1333,7	1687,1	1780,2	1820,6	1856,3	1883,9	1923,4	8,0%	2,1%
Taux de créances douteuses	16,4%	13,2%	11,0%	8,3%	7,9%	6,6%	6,3%	5,8%	6,1%	-1,7	0,4
Taux de provisionnement	72,4%	70,5%	71,0%	68,9%	64,6%	75,0%	67,2%	71,5%	66,5%	1,9	-5,0

6- Les risques sectoriels

Répartition des risques par secteur au 30/06/2008

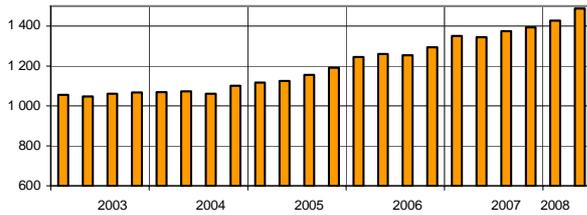


Répartition par secteur des incidents de paiement sur effets en valeur au 2ème trimestre 2008

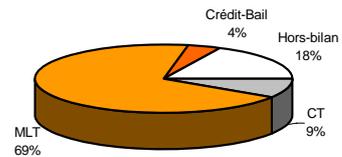


Evolution globale des risques déclarés au SCR de la Banque de France

en millions d'€

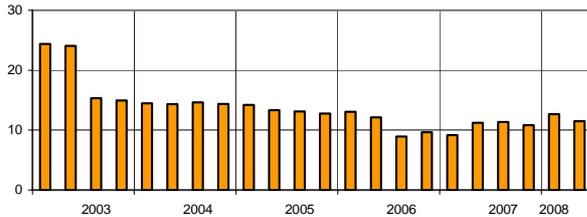


Structure en %

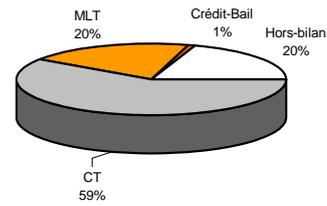


en millions d'€

Secteur primaire

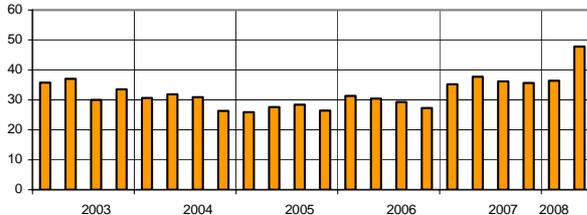


Structure en %

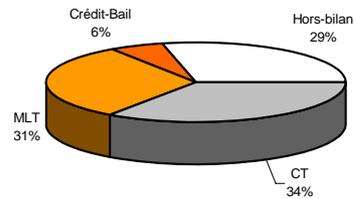


en millions d'€

Industrie

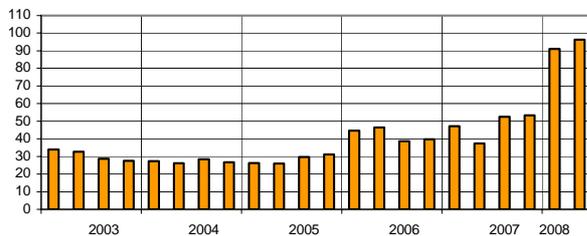


Structure en %

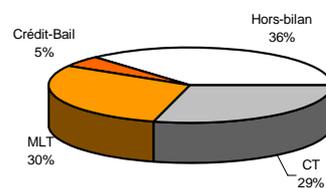


en millions d'€

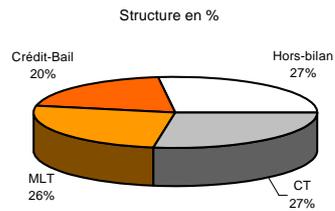
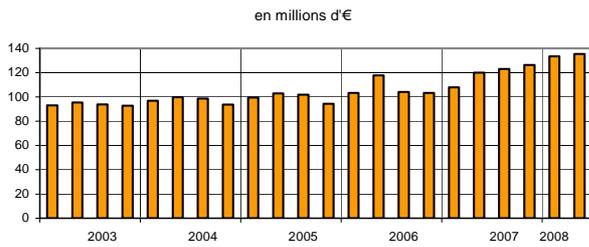
Construction



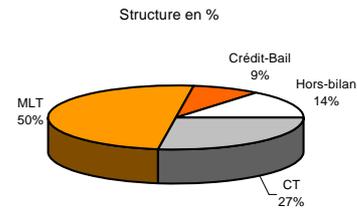
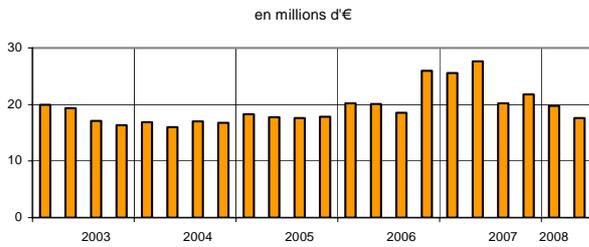
Structure en %



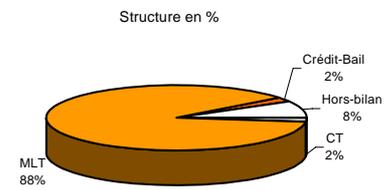
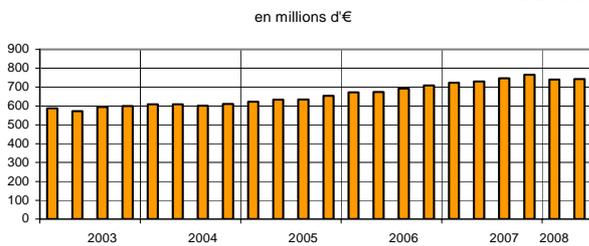
Commerce



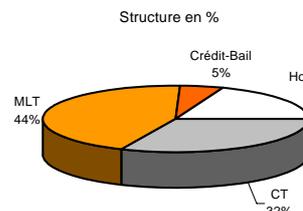
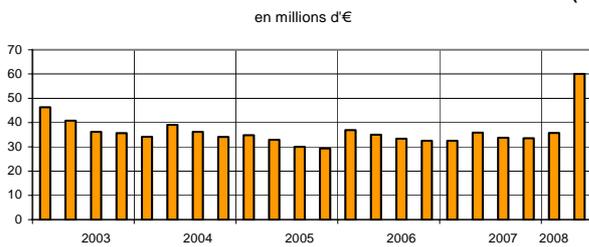
Transport



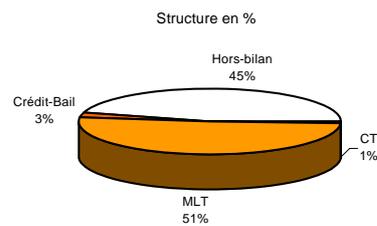
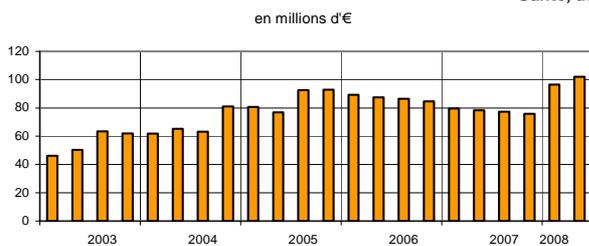
Activités immobilières



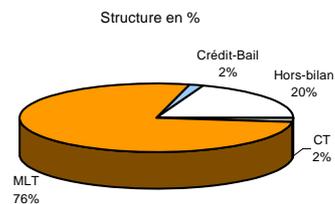
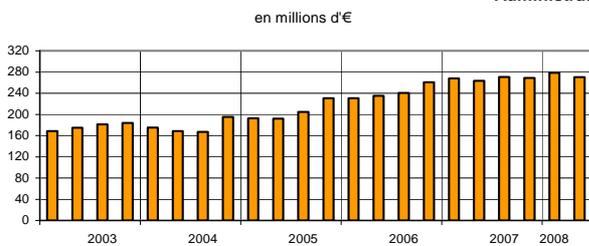
Services (hors immobilier)



Santé, action sociale



Administrations publiques



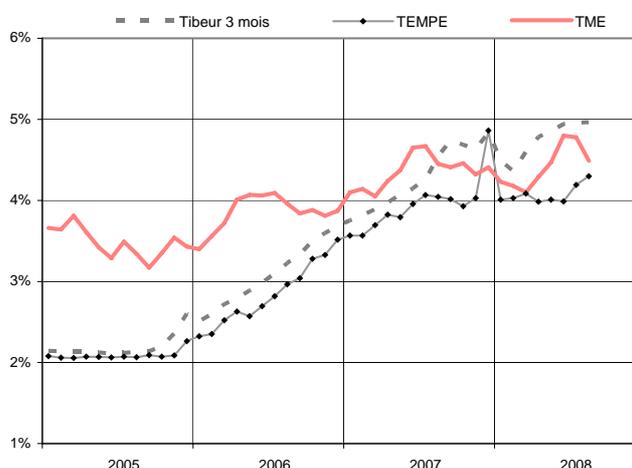
7- Rappel des taux

7-1 Taux réglementés

TAUX DIRECTEURS DE LA BANQUE CENTRALE EUROPEENNE	
Taux de soumission minimal des opérations principales de refinancement (09/07/08)	4,25%
Taux de la facilité de dépôt (09/07/08)	3,25%
Taux de la facilité de prêt marginal (09/07/08)	5,25%

TAUX DE L'EPARGNE REGLEMENTEE (depuis le 1er août 04)		
Livret A et bleu	LDD	LEP
4,00%	4,00%	4,50%
PEL*	CEL*	
2,50%	2,75%	
TAUX D'INTERET LEGAL		
ANNEE 2008 (JO du 23/02/08)		3,99%
ANNEE 2007 (JO du 21/02/07)		2,95%

7-2 Principaux taux de marché

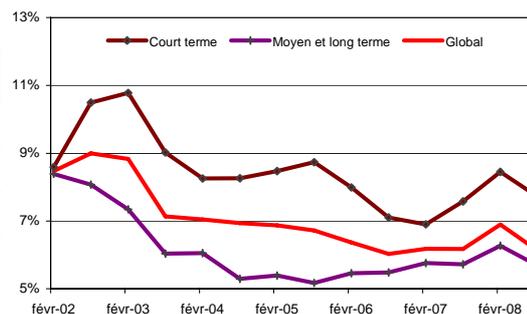


7-3 L'enquête de l'IEDOM sur le coût du crédit aux entreprises

Taux moyens pondérés

en %	Fév. 2007	Août 2007	Fév. 2008	Août. 2008	Variation en pts	
					6 mois	1 an
Crédits à CT	6,90%	7,58%	8,45%	7,72%	-0,73	0,14
Crédits à MT et LT	5,76%	5,72%	6,27%	5,68%	-0,59	-0,04
ENSEMBLE	6,18%	6,17%	6,89%	6,13%	-0,76	-0,04

Source : IEDOM Guyane



7-4 Taux de l'usure

Est considéré comme usuraire tout prêt dont le taux effectif global (ou TEG) excède, au moment où il est consenti, le taux d'usure publié en application de l'article 1er de la loi n°66-1010 du 28 décembre 1996. Calculés trimestriellement, les seuils de l'usure s'appliquent pour une durée de trois mois et sont publiés au journal officiel.

L'article 32 de la loi n° 2003-721 du 1er août 2003 pour l'initiative économique sort du champ de la réglementation relative à l'usure les prêts consentis à une personne morale se livrant à une activité industrielle, commerciale, artisanale, agricole ou professionnelle non commerciale, à l'exception des découverts en compte.

Catégorie		Plafonds de l'usure applicables sur la période					
		2T2007	3T2007	4T2007	1T2008	2T2008	3T2008
PARTICULIERS	<u>Prêts immobiliers</u>						
	- Prêts à taux fixe	5,72%	6,41%	6,63%	7,12%	7,25%	7,31%
	- Prêts à taux variable	5,36%	6,53%	6,72%	7,05%	7,16%	7,19%
	- Prêts relais	5,63%	6,48%	6,53%	7,00%	7,25%	7,24%
	<u>Autres prêts</u>						
	- Prêts <= 1524 €(*)	19,67%	20,39%	20,49%	20,88%	20,60%	20,76%
- Découverts en compte, prêts permanents et financements d'achats ou de ventes à tempérament > 1524 € (*)	17,37%	19,85%	19,80%	20,16%	20,48%	20,51%	
- Prêts personnels et autres prêts > 1524 €	7,89%	8,93%	9,04%	9,39%	9,60%	9,68%	
ENTREPRISES	- Prêts consentis en vue d'achats ou de ventes à tempérament						
	- Prêt d'une durée initiale sup. à 2 ans, à taux fixe						
	- Prêts d'une durée initiale sup. à 2 ans, à taux variable						
	- Découvert en compte (**)	12,35%	14,48%	14,61%	14,71%	14,29%	14,25%
	- Autres prêts d'une durée initiale inf. ou égale à 2 ans						

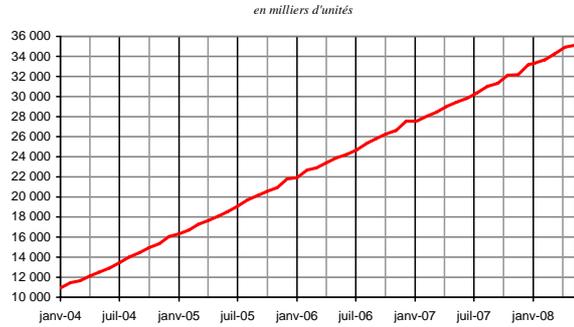
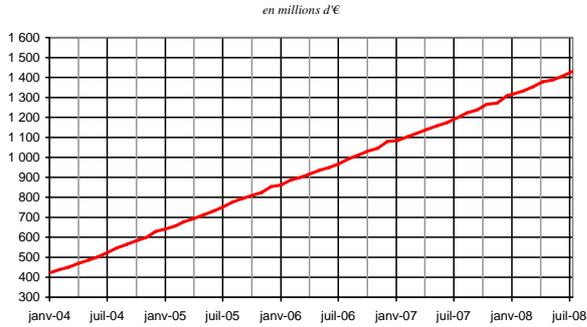
(*) Pour apprécier le caractère usuraire du taux effectif global d'un découvert en compte ou d'un prêt permanent, le montant à prendre en considération est celui du crédit effectivement utilisé.

(**) Ces taux ne comprennent pas les éventuelles commissions sur le plus fort découvert du mois.

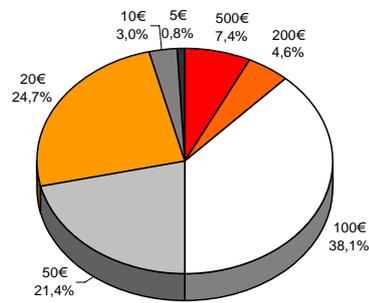
8- Monnaie fiduciaire

8-1 Emission mensuelle de billets euros

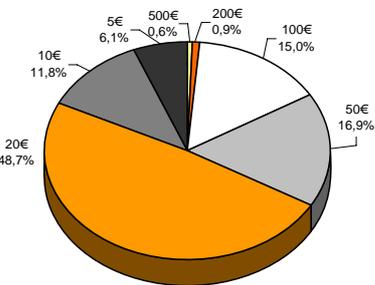
Emissions nettes cumulées de billets



Répartition en valeur

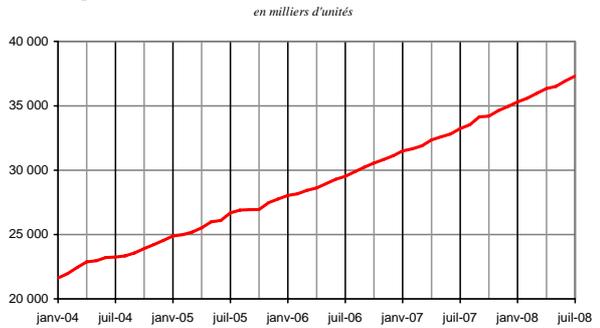
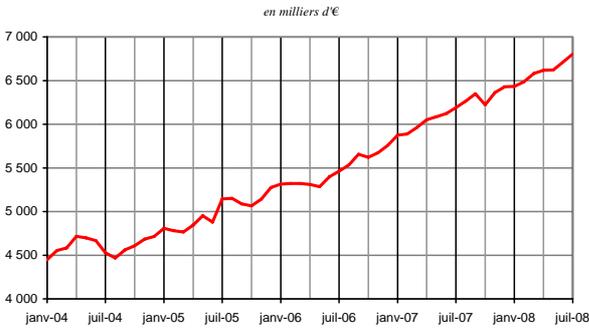


Répartition en volume

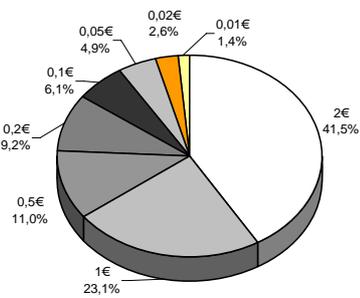


8-2 Emission mensuelle de pièces euros

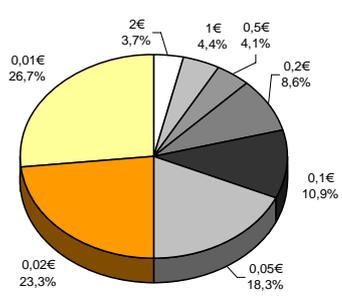
Emissions nettes cumulées de pièces



Répartition en valeur



Répartition en volume



Ont participé à la réalisation de ce bulletin :

Sandra HO-CAN-SUNG

Stéphane ATTALI

Guy RICHARDSON

INSTITUT D'EMISSION DES DÉPARTEMENTS D'OUTRE-MER
8, rue Christophe Colomb – B.P. 6016 – 97306 Cayenne Cedex

Téléphone : 0594.29.36.50 – télécopie : 0594.30.02.76

Site Internet : www.iedom.fr

Directeur de la publication : Y. BARROUX

Responsable de la rédaction : JP. DERANCOURT

Editeur : IEDOM

Achévé d'imprimer le 22 septembre 2008

Dépôt légal : 16 septembre 2008- n° ISSN : 0296-3116